

Vu la proposition des Commissions de référentiels et du Comité Directeur du Consortium de validation des compétences du 28 juin 2017;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 janvier 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 2018;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le référentiel de validation pour le titre de compétence « Instructeur/Instructrice de cours collectif fitness » est approuvé.

**Art. 2.** La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 février 2018.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,

I. SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2018/11215]

**7 FEBRUARI 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het referentiesysteem voor de bekrachtiging van het bekwaamheidsbewijs "instructeur fitness voor groepen" in het kader van het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de procedure voor het opmaken van het referentiesysteem voor de bekrachtiging van het bekwaamheidsbewijs "instructeur fitness voor groepen";

Gelet op het voorstel van de Commissies voor de referentiesystemen en van het Directiecomité van het Consortium voor de bekrachtiging van de competenties van 28 juni 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 januari 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 februari 2018;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het referentiesysteem voor de bekrachtiging van het bekwaamheidsbewijs "instructeur fitness voor groepen" wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 februari 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/201184]

**1<sup>er</sup> MARS 2018. — Décret insérant un Titre VIII dans le Livre Ier de la Deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'agrément des Services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans la Deuxième partie, Livre I<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un Titre VIII intitulé « Services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre ».

**Art. 3.** Dans le Titre VIII inséré par l'article 2, il est inséré un Chapitre 1<sup>er</sup> intitulé « Définitions ».

**Art. 4.** Dans le Chapitre 1<sup>er</sup> inséré par l'article 3, il est inséré un article 149/13 rédigé comme suit :

« Art. 149/13. Pour l'application du présent Titre et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le service : le service d'accompagnement des violences entre partenaires ou des violences fondées sur le genre qui remplit les missions fixées à l'article 149/14, spécialisé dans l'accompagnement :

- a) soit des auteurs de violences entre partenaires ou de violences fondées sur le genre;
- b) soit des victimes de violences entre partenaires ou de violences fondées sur le genre;

2<sup>o</sup> le dispositif : le dispositif d'accompagnement des violences entre partenaires ou des violences fondées sur le genre qui a un volume d'activités moindre que le service et qui remplit les missions fixées à l'article 149/14, spécialisé dans l'accompagnement :

- a) soit des auteurs de violences entre partenaires ou de violences fondées sur le genre;
- b) soit des victimes de violences entre partenaires ou de violences fondées sur le genre;

3<sup>o</sup> les violences entre partenaires : l'ensemble de comportements, d'actes, d'attitudes, de l'un des partenaires ou ex-partenaires qui visent à contrôler et dominer l'autre et, notamment, les agressions, les menaces ou les contraintes verbales, physiques, psychologiques, sociales, sexuelles, économiques, répétées ou amenées à se répéter, portant atteinte à l'intégrité de l'autre ou à son intégration socioprofessionnelle;

4<sup>o</sup> les violences fondées sur le genre : tout geste ou comportement qui a manifestement pour objet d'exprimer un mépris à l'égard d'une personne, en raison de son appartenance sexuelle, ou de la considérer, pour la même raison, comme inférieure ou comme réduite essentiellement à sa dimension sexuelle et qui entraîne une atteinte grave à sa dignité; ce qui inclut toute violence, y compris psychologique ou sociale, faite à l'égard d'une femme parce qu'elle est femme ou affectant les femmes de manière disproportionnée, soit, notamment, le harcèlement, les violences liées à l'honneur, les mariages forcés, les mutilations génitales féminines, les violences sexuelles;

5<sup>o</sup> la plateforme d'arrondissement : le lieu de concertations entre les institutions qui prennent en charge les acteurs de la violence entre partenaires;

6<sup>o</sup> la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL : la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes.

Concernant le 5<sup>o</sup>, les plateformes d'arrondissement sont organisées par les pouvoirs publics.

**Art. 5.** Dans le Titre VIII inséré par l'article 2, il est inséré un Chapitre II intitulé « Missions ».

**Art. 6.** Dans le Chapitre II inséré par l'article 5, il est inséré un article 149/14 rédigé comme suit :

« Art. 149/14. Les services et dispositifs ont pour missions, dans le ressort territorial fixé lors de leur agrément :

1<sup>o</sup> soit de fournir un accompagnement global aux personnes victimes de violences entre partenaires ou de violences fondées sur le genre par le biais d'un premier accueil, d'une information, d'une aide sociale, juridique, administrative et psychologique;

2<sup>o</sup> soit de fournir une prise en charge aux personnes auteurs de violences entre partenaires ou de violences fondées sur le genre, par le biais d'une aide psychosociale visant à la responsabilisation, la prévention de la récidive et la sécurité de l'entourage familial et des proches, lorsque cette prise en charge n'est pas imposée par une autorité judiciaire;

3<sup>o</sup> de travailler en synergie avec les autres acteurs de la lutte contre les violences, de participer aux travaux de la plateforme d'arrondissement ou, à défaut, d'un autre réseau de leur ressort territorial;

4<sup>o</sup> de participer aux formations relatives aux violences entre partenaires ou aux violences fondées sur le genre;

5<sup>o</sup> de collecter des données statistiques relatives au public accueilli, ventilées par sexe;

6<sup>o</sup> de sensibiliser ou former sur les violences entre partenaires ou sur les violences fondées sur le genre le public défini par le Gouvernement.

Le Gouvernement définit la liste minimale, les modalités de l'enregistrement, de la conservation, de la communication et de la périodicité des données collectées conformément au 5<sup>o</sup>. ».

**Art. 7.** Dans le Titre VIII inséré par l'article 2, il est inséré un Chapitre III intitulé « Agrément ».

**Art. 8.** Dans le Chapitre III inséré par l'article 7, il est inséré une Section 1<sup>ère</sup> intitulée « Conditions ».

**Art. 9.** Dans la Section 1<sup>ère</sup> insérée par l'article 8, il est inséré un article 149/15 rédigé comme suit :

« Art. 149/15. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut agréer les services et dispositifs qui :

1<sup>o</sup> sont un pouvoir local ou une association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL, dont l'objet social permet l'accomplissement des missions visées à l'article 149/14;

2<sup>o</sup> réalisent les missions visées à l'article 149/14 en région de langue française;

3<sup>o</sup> exercent les missions visées à l'article 149/14 en collaboration avec les acteurs publics et privés qui prennent des initiatives en lien avec ces missions;

4<sup>o</sup> n'ont pas fait l'objet d'un refus ou retrait d'agrément dans l'année précédant la demande d'agrément;

5<sup>o</sup> disposent au moins d'un demi équivalent temps plein par dispositif et au moins d'un équivalent temps plein par service affecté aux missions visées à l'article 149/14;

6<sup>o</sup> disposent de locaux adaptés à l'exercice des missions visées à l'article 149/14, à l'accueil de leur personnel et permettant l'entretien confidentiel;

7<sup>o</sup> répondent aux principes de bonne gestion administrative et comptable.

Le Gouvernement définit les qualifications du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, et les heures d'ouverture minimales des services et dispositifs.

Les locaux visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, répondent aux conditions de salubrité et de sécurité.

§ 2. Le Gouvernement peut agréer maximum un service visé à l'article 149/13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a), ou deux dispositifs visés à l'article 149/13 alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a), par province.

Le Gouvernement peut agréer un nombre maximum de cinq dispositifs visés à l'article 149/13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, b), ou deux services visés à l'article 149/13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, b), et un dispositif visés à l'article 149/13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, b), par province comptant moins de quatre cent cinquante mille habitants.

Le Gouvernement peut agréer un nombre maximum de sept dispositifs visés à l'article 149/13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, b), ou trois services visés à l'article 149/13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, b), et un dispositif visé à l'article 149/13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, b), par province comptant plus de quatre cent cinquante mille habitants et moins de neuf cent mille habitants.

Le Gouvernement peut agréer un nombre maximum de neuf dispositifs visés à l'article 149/13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, b), ou quatre services visés à l'article 149/13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, b), et un dispositif visé à l'article 149/13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, b), par province comptant plus de neuf cent mille habitants.

Les services ou dispositifs ne peuvent pas cumuler la prise en charge des auteurs et des victimes.

Le Gouvernement fixe le volume d'activités minimal des services et des dispositifs.

Le Gouvernement peut modifier le nombre de services ou dispositifs visés aux alinéa 1<sup>er</sup> à 4 en fonction des disponibilités budgétaires et de l'évolution de la population dans les provinces. ».

**Art. 10.** Dans le Chapitre III inséré par l'article 7, il est inséré une Section 2 intitulée « Octroi d'agrément ».

**Art. 11.** Dans la Section 2 insérée par l'article 10, il est inséré un article 149/16 rédigé comme suit :

« Art. 149/16. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il arrête.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de la demande d'agrément. Le dossier comporte au moins :

1<sup>o</sup> pour les associations sans but lucratif : la mention du numéro d'entreprise et les comptes annuels;

2<sup>o</sup> une description des activités;

3<sup>o</sup> les conventions de partenariat liées aux activités développées;

4<sup>o</sup> la liste des personnes affectées aux missions du service ou du dispositif fixées par l'article 149/14.

L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi de l'agrément. ».

**Art. 12.** Dans le Titre VIII inséré par l'article 2, il est inséré un Chapitre IV intitulé « Subventionnement ».

**Art. 13.** Dans le Chapitre IV inséré par l'article 12, il est inséré un article 149/17 rédigé comme suit :

« Art. 149/17. Le Gouvernement octroie, suivant les conditions et modalités qu'il fixe, aux services et dispositifs agréés une subvention annuelle.

La subvention est exclusivement affectée aux frais de fonctionnement et de personnel du service agréé, en ce compris, les frais de formation, pour lui permettre d'accomplir ses missions.

Le Gouvernement arrête le montant, le mode de calcul et les conditions d'octroi de la subvention. ».

**Art. 14.** Dans le Titre VIII inséré par l'article 2, il est inséré un Chapitre V intitulé « Contrôle et sanctions ».

**Art. 15.** Dans le Chapitre V inséré par l'article 14, il est inséré un article 149/18 rédigé comme suit :

« Art. 149/18. Le contrôle de l'exécution du présent Titre et de ses arrêtés d'exécution est exercé par le Gouvernement selon les modalités qu'il détermine.

En cas de non-respect des obligations prévues par le présent Titre, le Gouvernement peut, selon les modalités et la procédure qu'il détermine, retirer l'agrément.

Le service ou le dispositif porte sans délai à la connaissance du Gouvernement tout élément pouvant avoir une incidence sur le maintien de l'agrément. ».

**Art. 16.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article 149/19 rédigé comme suit :

« Art. 149/19. Toute personne dirigeant ou organisant une association ou un service qui utilise l'appellation « Service d'accompagnement des violences entre partenaires et violences fondées sur le genre » ou « Dispositif d'accompagnement des violences entre partenaires et violences fondées sur le genre », sans avoir obtenu un agrément en vertu du présent Titre est punie d'une amende administrative de 100 à 1 000 euros. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1<sup>er</sup> mars 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 993 (2017-2018) N<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 février 2018.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/201184]

**1 MAART 2018. — Decreet tot invoeging van een Titel VIII in boek I van het tweede deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de erkenning van de diensten en de voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** In het Tweede deel, Boek I, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt een Titel VIII ingevoegd met als opschrift "Diensten en voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld".

**Art. 3.** In titel VIII, ingevoegd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk 1 met het opschrift « Definities » ingevoegd.

**Art. 4.** Hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 3, wordt aangevuld met een artikel 149/13, luidend als volgt :

"Art. 149/13. Voor de toepassing van deze Titel en zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° de dienst : de dienst voor de begeleiding van partnergeweld of gendergerelateerd geweld die de opdrachten vervult, bepaald in artikel 149/14, gespecialiseerd in de begeleiding :

a) hetzij van de plegers van partnergeweld of gendergerelateerd geweld;

a) hetzij van de slachtoffers van partnergeweld of gendergerelateerd geweld;

2° de voorziening : de voorziening voor de begeleiding van partnergeweld of gendergerelateerd geweld die een hoeveelheid activiteiten heeft die lager is dan de dienst en die de opdrachten vervult, bepaald in artikel 149/14, gespecialiseerd in de begeleiding :

a) hetzij van de plegers van partnergeweld of gendergerelateerd geweld;

b) hetzij van de slachtoffers van partnergeweld of gendergerelateerd geweld;

3° partnergeweld : het geheel van de gedragingen, handelingen, houdingen, van één van de partners of ex-partners die als doel hebben om de andere te controleren en te overheersen, en namelijk, de agressies, de bedreigingen of het verbale, fysieke, psychologische, sociale, seksuele, economische geweld, herhaald of die ertoe gebracht worden om zich te herhalen, die de integriteit van de andere of zijn socioprofessionele integratie aantast;

4° gendergerelateerd geweld : elk gebaar of elke handeling die klaarblijkelijk bedoeld is om minachting uit te drukken jegens een persoon wegens zijn geslacht, of deze, om dezelfde reden, als minderwaardig te beschouwen of te reduceren tot diens geslachtelijke dimensie en die een ernstige aantasting van de waardigheid van deze persoon ten gevolge heeft; wat elk geweld omvat, met inbegrip van psychologisch of sociaal geweld, gericht tegen een vrouw omdat ze een vrouw is of geweld dat vrouwen buitenproportioneel treft, hetzij, namelijk, stalking, misdrijven gepleegd in het kader van de zogenaamde „eer“, gedwongen huwelijk, genitale verminking, seksueel geweld;

5° arrondissementsplatform : de plaats van overleg tussen de instanties die zich bekommeren om personen betrokken bij partnergeweld;

6° de wet van 27 juni 1921 betreffende de VZW's: de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winsttoegmerk, de stichtingen, de Europese politieke partijen en de Europese politieke stichtingen.

Wat punt 5 betreft, worden de arrondissementsplatforms georganiseerd door de openbare overheden.

**Art. 5.** In titel VIII, ingevoegd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk II met het opschrift "Opdrachten" ingevoegd.

**Art. 6.** Hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 5, wordt aangevuld met een artikel 149/14, luidend als volgt :

"Art. 149/14. In het ambtsgebied bepaald bij hun erkenning, hebben de diensten en de voorzieningen de volgende opdrachten :

1° hetzij een globale begeleiding verlenen aan de personen die slachtoffer zijn van partnergeweld of gendergerelateerd geweld via een eerste opvang, een informatie, een sociale, juridische, administratieve en psychologische bijstand;

2° hetzij een onthaal voorzien voor de personen die auteurs zijn van partnergeweld of gendergerelateerd geweld via een psychologische bijstand die de responsabilisering, het voorkomen van recidive en de veiligheid van de familiale omgeving en de verwanten beoogt, wanneer dit onthaal niet door een gerechtelijke overheid is opgelegd;

3° in synergie werken met de andere actoren van de strijd tegen geweld, aan de werkzaamheden van het arrondissementsplatform deelnemen of, bij gebrek, van een ander netwerk van hun ambtsgebied;

4° deelnemen aan de opleidingen betreffende het partnergeweld of het gendergerelateerd geweld;

5° statistische gegevens verzamelen betreffende het opgevangen publiek, geventileerd per geslacht;

6° het publiek bepaald door de Regering sensibiliseren of opleiden inzake partnergeweld of gendergerelateerd geweld.

De Regering bepaalt de minimale lijst, de modaliteiten voor de registratie, de bewaring, de mededeling en de periodiciteit van de gegevens ingezameld overeenkomstig punt 5°.

**Art. 7.** In titel VIII, ingevoegd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk III met het opschrift "Erkenning" ingevoegd.

**Art. 8.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 1 met het opschrift « Voorwaarden » ingevoegd.

**Art. 9.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 149/15 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 149/15. § 1. De Regering kan de diensten en voorzieningen erkennen die:

1° een lokale overheid zijn of een vereniging zonder winsttoegmerk in de zin van de wet van 27 juni 1921 op de vzw's waarvan het maatschappelijk doel de uitvoering van de in artikel 149/14 bedoelde opdrachten mogelijk maakt;

2° de in artikel 149/14 bedoelde opdrachten in het Franse taalgebied vervullen;

3° de opdrachten bedoeld in artikel 149/14 uitvoeren in samenwerking met de openbare en privé actoren die initiatieven i.v.m. deze opdrachten nemen;

4° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een weigering of intrekking van erkenning in de loop van het jaar dat voorafgaat aan de aanvraag tot erkenning;

5° minstens over een halve voltijds equivalent beschikken per voorziening en minstens over een voltijds equivalent per dienst aangesteld voor de opdrachten bedoeld in artikel 149/14;

6° beschikken over lokalen die geschikt zijn voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel 149/14, voor het onthaal van hun personeel en waar confidentiële gesprekken gevoerd kunnen worden;

7° voldoen aan de beginselen van een goed administratief en boekhoudkundig beheer.

De Regering omschrijft de kwalificaties van het personeel bedoeld in het eerste lid, 5°, en de minimale openingsuren van de diensten en voorzieningen.

De lokalen bedoeld in het eerste lid, 6°, voldoen aan de gezondheids- en veiligheidsvoorwaarden.

§ 2. Per provincie kan de Regering maximaal een dienst bedoeld in artikel 149/13, eerste lid, 1°, a), of twee voorzieningen bedoeld in artikel 149/13, eerste lid, 2°, a), erkennen.

Per provincie die minder dan vierhonderdvijftigduizend inwoners telt, kan de Regering een maximumaantal van vijf voorzieningen bedoeld in artikel 149/13, eerste lid, 2°, b), of twee diensten bedoeld in artikel 149/13, eerste lid, 1°, b), en een voorziening bedoeld in artikel 149/13, eerste lid, 2°, b), erkennen.

Per provincie die meer dan vierhonderdvijftigduizend en minder dan negenhonderdduizend inwoners telt, kan de Regering een maximumaantal van zeven voorzieningen bedoeld in artikel 149/13, eerste lid, 2°, b), of drie diensten bedoeld in artikel 149/13, eerste lid, 1°, b), en een voorziening bedoeld in artikel 149/13, eerste lid, 2°, b), erkennen.

Per provincie die meer dan negenhonderdduizend inwoners telt, kan de Regering een maximumaantal van negen voorzieningen bedoeld in artikel 149/13, eerste lid, 2°, b), of vier diensten bedoeld in artikel 149/13, eerste lid, 1°, b), en een voorziening bedoeld in artikel 149/13, eerste lid, 2°, b), erkennen.

De diensten of voorzieningen kunnen het onthaal van de auteurs en slachtoffers niet cumuleren.

De Regering bepaalt de minimale hoeveelheid activiteiten van de diensten en voorzieningen.

De Regering kan het aantal diensten of voorzieningen bedoeld in de leden 1 tot 4 wijzigen naar gelang van de beschikbare begrotingskredieten en de evolutie van de bevolking in de provincies. ”.

**Art. 10.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 2 met het opschrift “Toekenning van erkenning” ingevoegd.

**Art. 11.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 149/16 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 149/16. De aanvraag tot erkenning wordt bij de Regering ingediend volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier van de erkenningsaanvraag. Het dossier bevat op zijn minst :

1° voor de verenigingen zonder winstoogmerk: de vermelding van het ondernemingsnummer en de jaarrekeningen;

2° een omschrijving van de activiteiten;

3° de partnerschapsovereenkomsten gebonden aan de ontwikkelde activiteiten;

4° de lijst van de personen aangesteld voor de opdrachten van de dienst of de voorziening bepaald door artikel 149/14.

De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

De toekenningsprocedures voor de erkenning wordt door de Regering vastgelegd. ”.

**Art. 12.** In titel VIII, ingevoegd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk IV met het opschrift “Subsidiëring” ingevoegd.

**Art. 13.** Hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 12, wordt aangevuld met een artikel 149/17, luidend als volgt:

”Art. 149/17. Volgens de voorwaarden en modaliteiten die de Regering vastlegt, kent zij een jaarlijkse subsidie toe aan de erkende diensten en voorzieningen.

De subsidie dient uitsluitend voor de werkings- en personeelskosten van de erkende dienst, met inbegrip van de kosten voor de opleiding, opdat hij zijn opdrachten kan vervullen.

De Regering bepaalt het bedrag, de wijze van berekening en de toekenningsvoorwaarden van de subsidie.”.

**Art. 14.** In titel VII, ingevoegd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk V met het opschrift “Controle en sancties” ingevoegd.

**Art. 15.** Hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 14, wordt aangevuld met een artikel 149/18, luidend als volgt :

”Art. 149/18. De controle op de uitvoering van deze titel en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt door de Regering uitgeoefend volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Bij niet-nakoming van de verplichtingen waarin deze titel voorziet, kan de Regering de erkenning intrekken volgens de modaliteiten en de procedure die zij bepaalt.

De dienst of de voorziening geeft de Regering onmiddellijk kennis van elk element dat een weerslag kan hebben op het behoud van de erkenning.”.

**Art. 16.** In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 149/19 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 149/19. Elke persoon die een vereniging of een dienst leidt dan wel organiseert die de benaming gebruikt “Dienst voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld” of “Voorziening voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld” zonder erkend te zijn krachtens deze Titel wordt bestraft met een administratieve geldboete van 100 tot 1.000 euro.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 maart 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 993 (2015-216) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 28 februari 2018.

Bespreking.

Stemming.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/11165]

#### 1 MAART 2018. — Ordonnantie tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet teneinde een evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in de gemeentecolleges te waarborgen

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 15, § 1, zesde lid, van de Nieuwe gemeentewet wordt geschrapt.

**Art. 3.** Artikel 15, § 1, eerste lid, van de Nieuwe gemeentewet wordt aangevuld met de volgende zin : « Om ontvankelijk te zijn, moeten de kandidatuurakten het uitdrukkelijk akkoord van de kandidaat bevatten en zij moeten, samen, voldoen aan de in artikel 16 vervatte pariteitsregels. ».

**Art. 4.** Artikel 16 van de Nieuwe gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. § 1. Er zijn :

– 6 schepenen, onder wie 3 vrouwen en 3 mannen in de gemeenten met 20.000 tot 29.999 inwoners ;

– 7 schepenen, onder wie ten minste 3 schepenen van verschillend geslacht van de anderen in de gemeenten met 30.000 tot 49.999 inwoners ;

– 8 schepenen, onder wie 4 vrouwen en 4 mannen in de gemeenten met 50.000 tot 99.999 inwoners ;

– 9 schepenen, onder wie ten minste 4 schepenen van verschillend geslacht van de anderen in de gemeenten met 100.000 tot 199.999 inwoners ;

– 10 schepenen, onder wie 5 vrouwen en 5 mannen in de gemeenten met 200.000 inwoners en meer.

§ 2. Van § 1 kan slechts worden afgeweken als ten minste een derde van de leden van het college van burgemeester en schepenen van een ander geslacht is dan de anderen.

Om die verhouding te bepalen, kan uitzonderlijk worden gebruikgemaakt van de volgende twee mogelijkheden :

– de OCMW-voorzitter kan worden meegeteld in de berekening van het aantal leden van het college van burgemeester en schepenen ;

– de eerst verkozen schepen onder hen die behoren tot de minderheidstaalgroep in het college van burgemeester en schepenen, die de toepassing mogelijk maakt van artikel 279 van de Nieuwe gemeentewet en van artikel 46bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, kan niet worden meegeteld in de berekening van het aantal leden van het college van burgemeester en schepenen.

Voor de toepassing van het in het eerste lid bedoelde percentage, wordt elk decimaal getal afgerond naar de hogere eenheid als het decimaal getal hoger is dan vijf.

Als wordt gebruikgemaakt van de mogelijkheid in het eerste streepje van het tweede lid van deze paragraaf, wordt een verklaring, ondertekend door de meerderheid van de verkozenen van de raad met vermelding van de kandidaat die zal worden voorgedragen voor het voorzitterschap van het OCMW, gevoegd bij de in artikel 15, § 1, en in artikel 18bis bedoelde voordrachtakten.

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/11165]

#### 1<sup>er</sup> MARS 2018. — Ordonnance modifiant la Nouvelle loi communale afin d'assurer une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein des collèges communaux

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, de la Nouvelle loi communale est supprimé.

**Art. 3.** L'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Nouvelle loi communale est complété par la phrase suivante : « Pour être recevables, les actes de candidature doivent comprendre l'accord exprès du candidat et ils doivent, ensemble, respecter les règles de la parité prévues à l'article 16. ».

**Art. 4.** L'article 16 de la Nouvelle loi communale est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. § 1<sup>er</sup>. Il y a :

– 6 échevins, dont 3 femmes et 3 hommes, dans les communes de 20.000 à 29.999 habitants ;

– 7 échevins, dont au moins 3 échevins d'un sexe différent des autres, dans celles de 30.000 à 49.999 habitants ;

– 8 échevins, dont 4 femmes et 4 hommes, dans celles de 50.000 à 99.999 habitants ;

– 9 échevins, dont au moins 4 échevins d'un sexe différent des autres, dans celles de 100.000 à 199.999 habitants ;

– 10 échevins, dont 5 femmes et 5 hommes, dans celles de 200.000 habitants et plus.

§ 2. Il ne peut être dérogé au § 1<sup>er</sup> que si un tiers des membres du collège des bourgmestre et échevins sont au minimum de sexe différent des autres.

Pour calculer cette proportion, il peut exceptionnellement être fait usage des deux possibilités suivantes :

– le président du CPAS peut être comptabilisé dans le calcul du nombre de membres du collège des bourgmestre et échevins ;

– l'échevin premier élu parmi ceux de qui l'appartenance linguistique est minoritaire au sein du collège des bourgmestre et échevins, permettant l'application de l'article 279 de la Nouvelle loi communale et de l'article 46bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, peut ne pas être comptabilisé dans le calcul du nombre de membres du collège des bourgmestre et échevins.

Pour l'application du pourcentage visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, tout nombre décimal est arrondi à l'unité supérieure si le nombre décimal est supérieur à cinq.

S'il est fait usage de la possibilité prévue à l'alinéa 2, 1<sup>er</sup> tiret, du présent paragraphe, une déclaration signée par la majorité des élus du conseil signalant le candidat qui sera proposé à la présidence du CPAS est jointe aux actes de présentation visés à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, et à l'article 18bis.